

# COMMENT PRENDRE EN COMPTE LES ASPECTS DE L'ÉDUCATION EN SITUATION D'URGENCE (ESU) LORS DE LA CONCEPTION D'UN MEB

## COMPLÉTER L'ASSISTANCE LIÉE AUX FACTEURS DE L'OFFRE AVEC UN SUPPORT CIBLÉ POUR LES FACTEURS LIÉS À LA DEMANDE

Deux facteurs font qu'il est difficile d'établir une moyenne des besoins éducatifs entre les ménages. Premièrement, dans la programmation de l'éducation en situation d'urgence (ESU), l'état de la fourniture de services éducatifs du côté de l'offre - écoles, enseignants, structures, programmes d'enseignement, etc. Deuxièmement, les besoins éducatifs varient considérablement entre les ménages en fonction de la présence ou de l'âge des élèves. Cette complexité a plusieurs implications. Lors de la création du MEB, il est essentiel que les acteurs de l'éducation et du CWG travaillent ensemble pour s'adapter aux variations entre les ménages et pour répondre à ce qui est convenu comme étant les coûts pertinents et appropriés du côté de la demande. En outre, la composante éducation du MEB doit être recadrée pour être utile à la programmation de l'ESU. Enfin, les exigences des programmes ESU sont souvent si distinctes de celles d'une réponse TMUM que les acteurs humanitaires devraient penser en termes de programmation séparée pour l'ESU, comme des compléments ou des transferts monétaires conditionnels axés sur les ménages avec des enfants en âge scolaire, plutôt qu'une couverture complète via les TMUM.

## UNE ANALYSE CONTEXTUELLE DOIT DÉTERMINER LA RÉPONSE ESU<sup>1</sup>

Les facteurs contextuels tels que la quantité et la qualité des services éducatifs disponibles doivent déterminer quelle modalité de TM est utilisée ou si les TM sont utilisés ou pas. Dans les contextes d'urgence humanitaire instables, où les services d'éducation sont peu dynamiques et ne peuvent pas être immédiatement renforcés, il est préférable de recourir aux TMUM. D'autre part, dans les contextes de crises prolongées où les services d'éducation sont plus développés ou peuvent être renforcés, les TM sectoriels pour l'ESU sont généralement mis en œuvre.



En Irak, entre 2016 et 2019, les TMUM ont été utilisés dans des zones où la situation était encore instable, et les problèmes liés à l'éducation ne pouvaient pas être traités immédiatement. Dans les zones plus stables, la CVA spécifique à l'ESU a été principalement utilisée, et lorsque les conditions le permettaient, elle a été liée à des interventions destinées à améliorer les écoles via des plans d'amélioration des écoles (PAE).

## COMMENT LES COÛTS LIÉS À L'ÉDUCATION SONT-ILS CALCULÉS POUR ÊTRE INCLUS DANS LE PANIER DE DÉPENSES MINIMUM ?

Un examen de 20 paniers de dépenses minimales (MEB) en 2018 pour les TMUM a indiqué que 11 MEB comprenaient des coûts liés à l'éducation. Cependant, même s'ils étaient calculés, ils n'ont pas tous été utilisés pour la programmation réelle. L'une des raisons pourrait être que le calcul des coûts moyens au niveau des ménages pose une sérieuse limite à la programmation de l'éducation, qui prend généralement en compte les besoins par enfant d'âge scolaire. Le seul MEB incluant l'éducation et effectivement utilisé pour calculer le montant du transfert des TMUM était celui du programme ARCC en RDC, peut-être parce que sa conception était flexible en termes de résultats attendus pour l'éducation en situation d'urgence.

Même lorsqu'ils ont été calculés, dans plusieurs cas, les MEB n'ont pas été mis à jour régulièrement, en fonction de l'évolution des prix, principalement en raison du manque de capacités dans les différents secteurs. Dans la plupart des cas, le Groupe de travail sur les transferts monétaires (GTTM) a dirigé le développement du MEB, en faisant appel à l'expertise technique des grandes agences. Lorsque l'éducation a été incluse, c'est généralement parce que les GTTM ont collaboré avec les clusters éducation pour déterminer les articles à inclure dans le panier et, dans certains cas, pour déterminer le coût des articles inclus. Il est à noter que la coordination et la collaboration entre les clusters éducation et les GTTM se sont améliorées au cours des dernières années, et qu'il y a encore beaucoup de place pour de nouvelles améliorations. Le matériel scolaire est le plus souvent inclus dans les éléments éducatifs des MEB (neuf MEB sur onze), suivi par

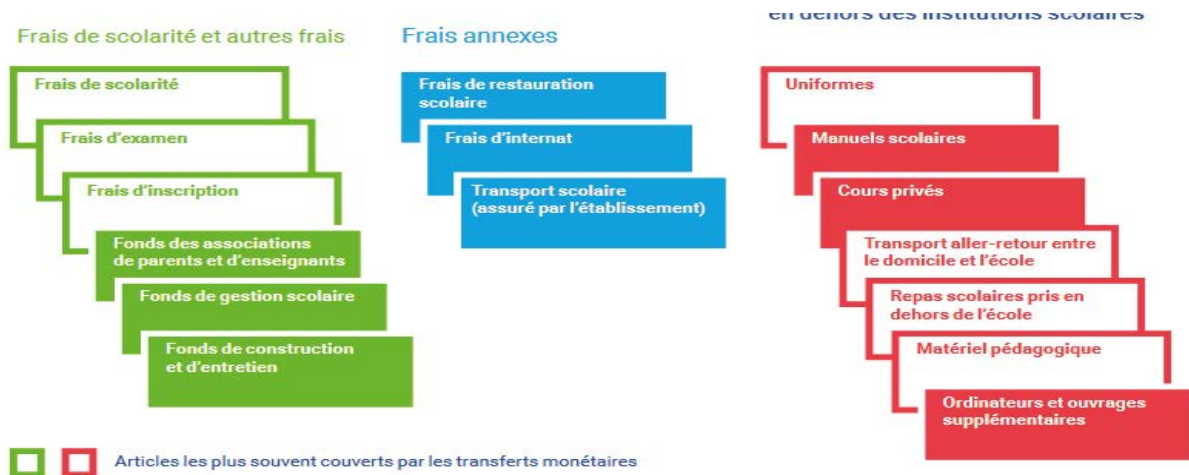
<sup>1</sup>Le paragraphe ci-dessous est adapté de la publication de Cristescu, D.T. (2019) [Transferts monétaires en faveur de l'éducation en situation d'urgence - Rapport de synthèse et directives](#), CEG, pp23.

les uniformes (six MEB sur onze), les frais de scolarité (cinq MEB) et, dans certains contextes, les frais de transport vers et depuis l'école, le coût des déjeuners et des sacs scolaires (trois à quatre MEB). Les coûts de transport apparaissent dans les MEB du Liban, de la Jordanie et de la Turquie où le transport est non seulement particulièrement nécessaire, mais où ces services sont généralement achetés par les familles. Les MEB ont calculé les coûts par ménage, pour une taille moyenne estimée du ménage et un nombre estimé d'enfants d'âge scolaire par ménage. Lorsque les paniers de dépenses sont calculés pour être utilisés uniquement par les programmes de transferts monétaires spécifiques à l'ESU, comme en Irak, leur composition a été similaire à celle décrite ci-dessus, la principale différence étant que les coûts sont calculés par enfant d'âge scolaire.

Parfois, l'éducation n'a pas été incluse dans le MEB pour des raisons telles que : l'éducation est perçue comme ne sauvant pas de vies ; la résistance du gouvernement en raison du montant élevé du MEB ; le manque d'expertise dans le secteur de l'éducation ; ou les préoccupations que l'effort mis dans le calcul du MEB ne serait pas utilisé pour la programmation réelle.

## QUELS ÉLÉMENTS DOIVENT ÊTRE PRIS EN COMPTE LORS DU CALCUL DU MONTANT DES TRANSFERTS MONÉTAIRES POUR L'ÉDUCATION EN SITUATION D'URGENCE ?

Le diagramme ci-dessous montre une gamme de dépenses possibles liées à l'éducation auxquelles les ménages ayant des enfants en âge scolaire peuvent être confrontés, parmi lesquelles seules celles sur fond blanc peuvent être incluses de manière réaliste dans les MEB.



26  
 HCR, CaLP, Danish Refugee Council,  
 OCHA, Oxfam, Save the Children  
 et PAM, 2015, *Orientations*  
*opérationnelles et boîte à outils pour*  
*les transferts monétaires à usages*  
 *multiples*. Disponible à l'adresse  
 suivante : <http://www.cashlearning.org/downloads/erc-mpg-toolkit-fr-web.pdf>.

## QUEL MONTANT EST NÉCESSAIRE POUR COUVRIR LES BESOINS IDENTIFIÉS ?

Souvent, les frais de scolarité, les uniformes et les sacs à dos sont des dépenses d'éducation ponctuelles au début de l'année scolaire. Les dépenses pour le matériel scolaire consommable, le transport vers l'école et les repas scolaires sont des besoins récurrents, qui doivent être pris en compte dans le montant du transfert mensuel récurrent. Des variations de ces schémas peuvent être rencontrées selon les pays et les réponses humanitaires.

Bien que les besoins totaux soient calculés dans le MEB au niveau du ménage, le montant du transfert pour compléter les TMUM par des dépenses liées à l'éducation est calculée par enfant. Bien qu'incohérente d'un point de vue méthodologique, cette méthode permet d'atténuer le risque lié au nombre variable d'enfants d'âge scolaire par ménage et de garantir la prise en compte des besoins de chaque enfant d'âge scolaire du ménage. Ce risque peut à son tour être limité par un plafonnement du nombre d'enfants par ménage recevant de l'espèce pour l'éducation.

Par exemple, le programme Alternative Responses to Communities in Crisis (ARCC) en RDC a estimé l'écart en considérant les dépenses moyennes des ménages, en particulier les dépenses moyennes des deux derniers quintiles de richesse des ménages interrogés. Dans un effort réussi pour intégrer dans l'analyse l'impact de la crise humanitaire, les évaluations des besoins dans le programme ARCC ont inclus un coefficient de « niveau de crise » à appliquer aux dépenses d'éducation dans le MEB. Ce coefficient comportait trois niveaux, à savoir stress, crise et urgence, et avait un impact direct sur le pourcentage de l'élément éducation du MEB à couvrir par le montant du transfert (UNICEF, 2018).

### RESSOURCES CLÉS

Dana Truhlarova Cristescu. (2021) **Analyse documentaire sur les transferts monétaires pour l'Éducation en situation d'urgence** Cluster mondial sur l'éducation <https://www.calpnetwork.org/publication/desk-based-review-on-cash-and-voucher-assistance-in-education-in-emergencies/>

Voir les Outils de réponse alternative aux communautés en crise (RACC) <https://docs.google.com/spreadsheets/d/0ByAgpJuGPTwBwUxHZGNMMGF0VU0/edit?resourcekey=0-4v8IDr8NnVjLCK7w4YmCDA#gid=579550373>



### EXEMPLES DE CALCUL DU MONTANT DE TRANSFERT (DANS LE CADRE DE PAIEMENTS COMPLÉMENTAIRES OU DE PROGRAMMES DE TRANSFERTS MONÉTAIRES CONDITIONNELS)

#### Comment calculer le montant du transfert en fonction des besoins non satisfaits :

En Irak, l'UNICEF a fourni une subvention en espèces pour les enfants (Child Cash Grant, CCG) en complément des transferts monétaires à usages multiples (TMUM) du HCR. L'allocation était basée sur le coût de la scolarisation, de la santé, de la nutrition et des autres besoins de l'enfant, et était calculée par enfant. Le montant du transfert TMUM était basé sur le MEB, qui ne comprenait pas les coûts liés à l'éducation, et était calculé par ménage. Le CCG a entraîné un quasi doublement des dépenses en fournitures scolaires, par rapport à la période précédant la réception du CCG, et a conduit à une augmentation de la scolarisation, avec un effet plus fort dans les cas où les deux parents étaient alphabétisés.

#### Comment l'objectif du programme peut influencer le montant du transfert :

Au Liban, l'UNICEF a activement combattu la dépendance des ménages à l'égard de stratégies d'adaptation négatives telles que le travail ou le mariage des enfants. Pour les enfants en âge de fréquenter l'école primaire, le montant de la subvention couvrait les coûts indirects tels que le transport, les vêtements et les collations scolaires. Pour les enfants de plus de dix ans, le montant de la subvention comprenait également une compensation pour le coût de renoncement au travail des enfants.

#### Comment l'objectif et l'acceptabilité du programme peuvent influencer le montant du transfert :

En Turquie, le montant du transfert du transfert monétaire conditionnel pour l'éducation (CCTE) de l'UNICEF destiné aux enfants réfugiés syriens en 2018 était le même que le montant du transfert monétaire national pour l'éducation ciblant les enfants turcs, avec un montant plus élevé pour les filles et les élèves du secondaire (le montant plus élevé pour les filles s'explique par l'objectif du programme d'inciter les parents des filles à les envoyer à l'école). L'alignement du montant du transfert du programme pour les réfugiés sur le programme national était important pour l'acceptation du programme pour les réfugiés, qui compte près de 300 000 bénéficiaires. Cependant, le montant ne peut toujours pas être considéré comme optimale pour étendre l'accès aux enfants qui ne sont toujours pas scolarisés.